

BURKINA FASO



MINEFID/SG/DGDT

UNITE DE COORDINATION DU PROGRAMME D'URGENCE POUR LE SAHEL

**RAPPORT D'ACTIVITES 2017 DU PROGRAMME
D'URGENCE POUR LE SAHEL
(PUS-BF)**



"Sécurité et développement économique et social pour une prospérité partagée et durable dans le Sahel"

Mai 2018

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I. PRESENTATION SUCCINCTE DU PROGRAMME	3
II. BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES PAR COMPOSANTE	5
III. DIFFICULTES RENCONTREES ET LECONS APPRISES	12
IV. PERSPECTIVES	13
CONCLUSION	15
Annexe 1 : Réalisations physiques des activités de l'année	16
Annexe 2 : Situation d'exécution des ressources par Ministère	18
Annexe 3 : Situation détaillée des réalisations dans le cadre du Plan d'actions d'urgence 2017	20
Annexe 4 : Etat de mise en œuvre des conclusions du COS du 20 novembre 2017	36
Annexe 5 : Etat de mise en œuvre des conclusions du COS du 15 février 2018	38
Annexe 6 : Liste des ministères du PUS-BF	43

INTRODUCTION

Le Burkina Faso vit depuis avril 2015, sous la menace de groupes terroristes et cette situation constitue une grande préoccupation pour le Gouvernement et ce, d'autant plus que ce phénomène de type nouveau menace la paix, la sécurité et la stabilité et partant, le développement du pays. Pour y faire face, le Gouvernement a décidé de la mise en place d'un programme dénommé «Programme d'urgence pour le Sahel» (PUS-BF). Il constitue une réponse multisectorielle du Gouvernement face à la vulnérabilité économique et sociale des populations et à la dégradation de la situation sécuritaire dans la région du Sahel pour la période 2017-2020.

Pour l'année 2017, tenant compte de l'adoption du Programme en milieu d'année rendant difficile la mobilisation de ressources additionnelles, les actions du PUS-BF ont consisté à accélérer la mise en œuvre des actions prévues par les départements ministériels concernés par ledit programme au niveau de la région du Sahel et à réorienter des ressources destinées à d'autres projets vers la zone d'intervention du PUS-BF. Le présent rapport rend compte de la mise en œuvre des activités engagées au titre de l'année 2017. Eu égard aux délais d'exécution relativement longs, la mise en œuvre de plusieurs actions a débordé sur 2018. Aussi pour donner une photographie plus lisible de la situation, a-t-il été retenu de présenter le bilan au 31 mars.

Le rapport est structuré comme suit : (i) présentation succincte du programme, (ii) bilan de mise en œuvre des activités en 2017 ; (iii) difficultés rencontrées et leçons apprises et (iv) perspectives.

I. PRESENTATION SUCCINCTE DU PROGRAMME

Cette partie mettra l'accent sur (i) les objectifs de développement du programme ; (ii) sa zone d'intervention et les bénéficiaires; (iii) le dispositif de pilotage et de mise en œuvre; et (vi) les composantes et le coût.

1.1. Objectifs de développement du programme

Le PUS-BF se fixe pour objectif global de **contribuer à l'amélioration de la sécurisation des personnes et des biens et le développement économique et social dans la Région du Sahel**. Il se décline en objectifs spécifiques qui sont : (i) améliorer l'accès aux services sociaux de base et la résilience des populations ;(ii) améliorer la gouvernance administrative et locale et (iii) renforcer la sécurité des populations et de leurs biens.

1.2. Zone d'intervention et bénéficiaires

La zone d'intervention retenue du programme est la **région du Sahel** étendue à *quatre (04) communes frontalières des provinces du Yatenga et du Lorum* qui

partagent les mêmes défis sécuritaires et socio-économiques que ~~ladite~~ les localités du Sahel ~~région~~. Les bénéficiaires directs du programme sont: la population, les collectivités territoriales, les chefs de circonscriptions administratives locales et les forces de défense et de sécurité (FDS).

1.3. Dispositif de pilotage et de coordination

Le dispositif de pilotage et de coordination comprend :

- un **Conseil d'orientation stratégique (COS)** qui est l'organe de pilotage stratégique du programme présidé par SEM le Premier Ministre;
- un **Comité de Supervision (COSUP)**, présidé par le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé de l'aménagement du territoire, qui a pour mission d'assurer le suivi opérationnel de l'ensemble du programme ;
- un **Cadre de Concertation Régional (CCR)** de suivi du PUS-BF, présidé par le Gouverneur du Sahel, dont le rôle est d'assurer un suivi rapproché dudit programme aux niveaux régional, provincial et communal ;
- une **Unité de Coordination (UC)** qui est chargée essentiellement de la bonne coordination et du suivi-évaluation de la mise en œuvre des activités du programme.

Le programme est placé sous la responsabilité administrative et financière du Ministère de l'économie, des finances et du développement. Pour ce qui est de la tutelle technique, elle épouse le caractère multisectoriel du programme et est de ce fait assurée par les départements ministériels au regard de leurs compétences (attributions) vis-à-vis des composantes et sous-composantes. A ce jour, vingt (20) ministères sont concernés par la mise en œuvre du PUS-BF.

La programmation des actions du PUS-BF se fait en étroite collaboration avec les ministères concernés à travers leurs Directions générales des études et des statistiques sectorielles et leurs projets et programmes de développement. Au sein de chaque département ministériel concerné, un Point focal (PF) du programme est désigné et est responsable de la programmation des actions/activités, du suivi de leur mise en œuvre, de la centralisation et de la capitalisation des bilans d'exécution et de leur transmission périodique à l'UC du PUS-BF.

1.4. Composantes et coût du programme

Le programme se décline en quatre (04) composantes dont trois (03) opérationnelles (socio-économique, gouvernance administrative et locale, sécurité et défense publiques) et une quatrième relative à la gestion du programme et à l'appui institutionnel.

Le coût initial du programme est de 455,34 milliards de FCFA sur la période 2017-2020 dont environ 81 milliards de francs CFA mobilisé pour l'année 2017. Le financement est assuré par l'Etat, les collectivités territoriales et les Partenaires techniques et financiers soutenant les efforts du Gouvernement.

II. BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES PAR COMPOSANTE

2.1. Etat d'exécution physique 2017

La planification des activités du PUS en 2017 s'est traduite par l'élaboration d'un plan d'actions d'urgence. En fin 2017, la situation d'exécution physique globale fait ressortir un taux de **48 %** au niveau des trois composantes opérationnelles du programme. Ce taux se situe respectivement à **46%**, **100%** et **42%** pour les composantes «socioéconomique», «gouvernance administrative et locale» et « défense et sécurité publique ».

Il faut retenir que ce taux représente **102 actions exécutées** pour **211 actions programmées** par 12 ministères.

Tableau 1 : Réalisations physiques des activités de l'année par composante

Composante	Etat d'exécution	Taux d'exécution physique en %
Composante 1	87 actions exécutées pour 189 actions programmées	46%
Composante n° 2	10 actions programmées et exécutées	100%
Composante n° 3	05 actions exécutées sur 12 programmées	42%
Taux d'exécution physique globale	102 actions exécutées sur un total de 211 actions programmées	48%

2.1.1. Composante socio-économique

L'objectif de cette composante est de lutter contre la pauvreté, à travers le renforcement de la résilience économique des populations et l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base. Plusieurs secteurs contribuent à l'atteinte de cet objectif dont notamment l'éducation, la santé, l'eau potable, l'agriculture, l'élevage, la jeunesse et les infrastructures.

Le taux physique d'exécution de la composante socio-économique est de **46%** représentant 83-87 actions réalisées pour 180-189 programmées. Le bilan par sous composante se présente comme suit :

- **Sous-composante 1 : Infrastructures sociales de base**

Dans le domaine de la santé, les investissements réalisés ont permis de mettre à la disposition des populations 05 maternités, 03 dispensaires, 07 DMEG, 03 CSPS ainsi que 8 incinérateurs et 6 blocs de latrines.



Ecole primaire de Woulmassoutou : construction d'un nouveau bâtiment et réhabilitation de l'ancien

Au niveau de l'éducation, les actions réalisées concernent notamment la construction de 23 écoles (préscolaire, primaire, post primaire, lycée), de 08 bureaux et de 02 logements pour enseignants, de 08 magasins ainsi que la réalisation d'un (01) forage et l'acquisition de vivres d'un montant de 126 974 000 FCFA pour des cantines scolaires dans six

communes de la région.

Les actions réalisées en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ont permis la réalisation de 30 forages positifs et de 03 systèmes d'AEPS, la réhabilitation de 05 forages, la réalisation de 1400 latrines familiales semi-finies et la conduite d'études pour la réalisation de 02 barrages.

- **Sous-composante 2 : Infrastructures de soutien**

En matière d'infrastructures routières, outre la poursuite du bitumage de la route Kongoussi-Djibo, il faut noter des travaux d'entretien routier et d'aménagement de pistes en cours de plus de 500 km.

Mis en forme : Police : Non Italique

Mis en forme : Police : Non Italique

Mis en forme : Espace Avant : 6 pt



Réfection de l'axe Dori Sampelga Sebba

En matière d'accès à l'énergie, il s'est agi principalement de la réalisation de travaux d'électrification rurale de dix (10) villages, de la construction de la ligne 90 Kv de l'interconnexion électrique entre Kongoussi – Djibo et le raccordement de deux (02) localités. A cela, s'ajoute, la construction de la ligne de 90 kv de l'interconnexion électrique entre Kaya-Dori avec le raccordement de quatre (04) localités.

Dans le domaine de l'urbanisme, trois communes urbaines du Sahel (Gorom-Gorom, Djibo et Sebba) ont pu bénéficier de travaux d'ouverture et de rechargement de 4,5 km de voies en terre.

- **Sous-composante 3 : Création d'emplois et appuis aux initiatives des jeunes et des femmes**

Dans le domaine de la jeunesse, des efforts se sont traduits par la formation de 185 jeunes de la région du Sahel dans le cadre de l'opération permis de conduire, la fourniture de kits d'installation pour 40 millions de francs CFA et l'acquisition de matériels didactiques et de matière d'œuvre pour les formations de 121,5 millions francs CFA.

Dans le domaine de la solidarité nationale, de la femme et de la famille, il faut relever l'octroi de ressources pour la prise en charge de femmes victimes de violences et ainsi que l'acquisition et le pré-positionnement de 1000 tonnes de céréales au profit de personnes déplacées, exposées à l'insécurité alimentaire ou victimes de catastrophes ou de crises humanitaires. En outre, les actions menées ont permis le renforcement des capacités de services sociaux communaux à travers la remise de 10 motos ainsi que la mise à disposition de matériel de survie à 5516 personnes victimes de catastrophes et crises humanitaires.

- **Sous-composante 4 : Infrastructures et équipements marchands**

A ce niveau, les investissements réalisés ont permis de disposer de 160 ha de bas-fonds aménagés, d'un parc à vaccination et d'un forage pastoral. A cela, s'ajoutent la réalisation d'un mini réseau AEP dans la station aquacole de Yakouta (Commune de Dori), la construction de bâtiments et d'équipements annexes de la station aquacole de Yakouta et l'acquisition de matériels et d'équipements d'installation et d'exploitation de 16 enclos piscicoles.

2.1.2. Composante « gouvernance administrative et locale »

Elle vise à renforcer la gouvernance administrative et locale par un appui aux acteurs déconcentrés et locaux pour une meilleure administration du territoire et une gestion efficace du développement local.

Les actions prévues en 2017 s'inscrivent toutes dans la sous-composante « renforcement des capacités des chefs des circonscriptions administratives ». Au bilan, on constate un taux d'exécution physique de 100% avec la construction de

12 préfectures, 06 résidences de préfets ainsi que la clôture d'une préfecture et d'un Haut-commissariat (Séno).



Construction de la préfecture de Seytenga

2.1.3. Composante « Sécurité et défense publiques »

L'objectif visé par cette composante est de renforcer la sécurité des institutions, des personnes et de leurs biens dans la zone d'intervention du programme.

Au titre du Plan d'actions d'urgence 2017, il s'est agi de dérouler essentiellement des actions entrant en droite ligne dans la sous-composante infrastructures sécuritaires en vue d'amélioration son maillage.



Commissariat de police de Seytenga en construction

La mise en œuvre de ces actions a ainsi permis d'achever la construction de 05 commissariats pour 12 programmés (les travaux des 7 autres se poursuivent), soit un taux d'exécution physique de 42%.

2.2. Etat d'exécution financière 2017

Les prévisions initiales de dépenses du Plan d'actions 2017 du Programme d'Urgence pour le Sahel s'élevaient à **81 526 305 000 FCFA**. En fin 2017, les ressources ont été exécutées à hauteur de **55,65%** soit un montant de **45 372 957 000 FCFA**. Cette situation se répartit entre les composantes « socioéconomique », « administrative et locale » et « sécurité et défense publiques » respectivement pour **55,21%**, **80,01%** et **53,83%**.

Par ailleurs, il faut relever que les dépenses relatives au programme ont été exécutées par l'Etat et les Partenaires techniques et financiers. Pour le compte de l'Etat, la performance réalisée dans l'exécution des ressources financières s'établit à **56,31%** contre **54,22%** pour ce qui concerne les PTF.

Le tableau ci-après fait la situation des ressources par composante.

Tableau 2 : Situation d'exécution des ressources par composante (milliers FCFA)

Coût total des actions en FCFA		Prévisions annuelles (PTA) (A)	Paiements effectués (B)	Taux d'exécution (B/A)*100
Composante 1				
Etat	52 898 280	52 898 280	29 503 060	55,77%
Bailleurs	25 266 369	25 266 369	13 649 441	54,02%
TOTAL	78 164 649	78 164 649	43 152 501	55,21%
Composante 2				
Etat	1 569 412	1 569 412	1 255 731	80,01%
Bailleurs				
TOTAL	1 569 412	1 569 412	1 255 731	80,01%
Composante 3				
Etat	1 469 043	1 469 043	739 382	50,33%
Bailleurs	323 201	323 201	225 343	69,72%
TOTAL	1 792 244	1 792 244	964 725	53,83%
Etat	55 936 735	55 936 735	31 498 173	56,31%
Bailleurs	25 589 570	25 589 570	13 874 784	54,22%
TOTAL GENERAL	81 526 305	81 526 305	45 372 957	55,65%

2.3. Composante « gestion du programme et appui institutionnel ».

Cette composante vise à faciliter la coordination et la mise en œuvre du programme, en rapport avec les différentes parties prenantes et garantir un suivi rapproché, une évaluation des interventions du programme, la communication

des résultats et la mobilisation des ressources. L'état d'exécution se présente comme suit par sous-composante :

- **Sous-composante 1 : Coordination, suivi-évaluation, création des données et gestion des connaissances**

Outre l'organisation et la tenue réussie du lancement officiel du programme à Tongomayel le 03 août 2017 sous le parrainage de SEM le Premier Ministre, une série d'actions a été exécutée en vue de rendre opérationnel le programme, à savoir : l'opérationnalisation du dispositif de pilotage et de coordination et l'élaboration d'outils de planification et de suivi-évaluation. Le COS a tenu, sous la présidence de SEM le Premier Ministre, trois (03) sessions (20 octobre 2018, 20 novembre 2017 et 15 février 2015). D'ores et déjà, une équipe de coordination est en place et des rencontres mensuelles avec les points focaux désignés officiellement par chaque ministère impliqué, se tiennent régulièrement depuis juillet 2017.



Remise d'équipement de sécurité au FDS lors du lancement du PUS

En matière de formalisation des organes, l'arrêté n°2018-001/PM/CAB portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du dispositif de pilotage et de coordination a été pris le 22 janvier 2018. Le Cadre de concertation régional pour le suivi du PUS-BF a été officiellement installé au cours de l'atelier régional d'appropriation du PUS-BF tenu le 22 mars 2018 à Dori. Il regroupe l'ensemble des acteurs au niveau régional et doit assurer le suivi rapproché du programme aux niveaux régional, provincial et communal.

- **Sous-composante 2 : Appui institutionnel et renforcement des capacités, plaidoyer et communication**

En termes d'appropriation et de communication sur le programme, on enregistre la tenue de deux ateliers régionaux à Kaya (du 7 au 11 août 2017) et à Dori (du 17 au 21 septembre 2017) sous la présidence du Gouverneur de la Région du Sahel. Ces ateliers ont permis de présenter le document du programme et le décret portant allègement des procédures de passation des marchés 2017 du

programme aux présidents de collectivités territoriales (maires et PCR), aux premiers responsables des services techniques déconcentrés (Gouverneur, Haut-Commissaire, directeurs régionaux), aux organisations de la société civile ainsi qu'aux responsables d'organisations de jeunes et de femmes. Ces ateliers ont permis par ailleurs l'examen des projets de plans d'actions 2018 et la présentation du décret n°2017-0616/PRES/PM/MINEFID portant allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe dans le cadre de la mise en œuvre du PUS du 17 juillet 2017. Grâce à ce décret, cinq (05) ministères ont passé des marchés à hauteur de 3,08 milliards de francs CFA et les collectivités territoriales (Conseil régional du Sahel et 4 communes) d'un montant de 1,45 milliards de francs CFA.

En matière de mobilisation des ressources, un plaidoyer a été fait auprès des partenaires techniques et financiers qui se sont engagés à accompagner le financement du PUS-BF. Il s'agit de l'Union Européenne qui a apporté un appui budgétaire de 50 millions d'euros (32,28 milliards francs CFA pour la période 2018-2019), de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine pour un (01) milliard de francs CFA, de la France pour un appui budgétaire de 1 million d'euros (0,656 milliards francs CFA), et de la BADEA pour 250 millions de francs CFA. L'US-AID a annoncé 2 millions de dollars (01 milliard de francs CFA) qui seront exécutés par le NDI et la Coopération japonaise à travers l'UNOPS pour 250 millions de francs CFA.

Par ailleurs, faisant suite aux différentes résolutions et recommandations faites par le Conseil d'orientation stratégique du 20 novembre 2017 et du 15 février 2018, les actions majeures suivantes ont été conduites par la coordination du programme : (i) l'affinement du Plan de travail annuel 2018 du PUS-BF avec les ministères concernés ; (ii) des rencontres de plaidoyer pour le financement du programme (le 16 janvier avec la TROIKA, le 06 février avec le G5 Sahel au Niger, séances de travail avec la BADEA, l'UEMOA, l'Alliance Sahel, des missions du système des nations unies etc.), (iii) la préparation active de la table ronde des bailleurs de fonds (Termes de références et document de plaidoyer) ; (iv) des séances de réflexion en concertation avec le MDNAC et le MSECUC sur le système de motivation des forces de défense et de sécurité en poste dans la zone ; (v) l'installation officielle du cadre régional de suivi du programme le 23 mars 2018 à Dori ; (vi) l'organisation d'une première vague d'inauguration des infrastructures réalisées le 23 mars 2018 en mars-marge de l'atelier régional à Dori et (vii) l'interpellation des ministères pour la prise en compte du système de sous-traitance avec les entrepreneurs locaux dans la procédure de passation des marchés 2018 du PUS-BF.

III. DIFFICULTES RENCONTREES ET LECONS APPRISES

Au cours de la première année de mise en œuvre du PUS-BF, les acteurs ont rencontré des difficultés qui ont influencé le niveau d'atteinte des résultats. Ces difficultés sont relatives à la gestion du programme et à la situation sécuritaire sur le terrain.

3.1. Difficultés

Dans le cadre de la mise en œuvre du PUS-BF, les principales difficultés en 2017 sont relatives à la gestion du programme, ~~des-aux~~ acteurs et ~~des-aux~~ marchés publics.

Les difficultés liées à la gestion du programme ont été :

- l'absence de ressources additionnelles de la part du Budget de l'Etat au profit du programme en 2017 notamment pour la composante 4;
- la faible appropriation de la philosophie du programme par plusieurs acteurs (ministères, maires, populations, services techniques déconcentrés, etc.) ;
- la complexité du dispositif de gestion du programme, rendant difficile l'exécution, la coordination et le suivi des actions ;
- l'émergence d'initiatives diverses sans lien direct avec la philosophie du programme dans le but de capter des opportunités dans le cadre de la mise en œuvre du programme.

Les préoccupations liées aux acteurs ont été :

- les transmissions en retards des rapports d'activités par les différents ministères (points focaux) rendant difficile le travail de suivi-évaluation de l'Unité de coordination du PUS-BF ;
- la faible réactivité de la part de certains points focaux dans la transmission des données et la faible qualité de certaines données transmises ;
- l'insuffisance de la collaboration des services techniques (DAF, DMP) avec les points focaux dans certains ministères par rapport aux données sur l'exécution budgétaire et le suivi des marchés.

S'agissant des marchés, les ~~contraintes-difficultés~~ ont été trait :

- ~~à~~ la lenteur dans la conduite des différents chantiers consécutivement ~~du fait de~~ ~~à~~ la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel et ~~le-au~~ mauvais état des routes ;
- ~~les-aux~~ troubles sociaux qui ont entraîné des retards dans le démarrage des différents chantiers des ministères ;
- ~~les-aux~~ défaillances des entreprises dans le respect des clauses contractuelles ;

- ~~les-aux~~ retards dans l'obtention des Avis de non objection (ANO) auprès de certains PTF avec comme corollaire, l'allongement des délais de passation des marchés publics ;
- ~~à~~ l'adoption du décret en milieu d'année laissant peu de temps aux ministères et aux collectivités territoriales concernés ;
- ~~le-au~~ manque de réactivité de la part de certains ministères et collectivités territoriales, pour diverses raisons, qui n'ont pas su bénéficier des avantages prévus par le décret.

3.2. Leçons apprises

Des enseignements peuvent être tirés de la première année d'exécution du PUS-BF.

Au titre des points forts, on peut retenir : (i) la célérité dans la contractualisation des marchés publics grâce en partie à la mesure d'allègement des procédures a permis d'atteindre un niveau d'exécution assez satisfaisant des activités programmées, malgré la mise en œuvre tardive du plan de travail et (ii) le niveau d'implication des premiers responsables est déterminant pour l'atteinte de bons résultats dans l'exécution des actions du programme au niveau ministériel.

Cependant, des défis restent à relever, notamment au niveau : (i) de l'accélération de la réalisation des infrastructures pour les mettre rapidement à la disposition des populations et des Forces de défense et de sécurité; (ii) de la mobilisation de ressources supplémentaires pour le financement des activités du programme ; (iii) ~~et~~ du renforcement de la communication pour que les populations adhèrent au programme et pour donner de la visibilité aux réalisations ; (iv) la nécessité de revisiter le dispositif institutionnel pour le rendre plus opérationnel, (v) la nécessité d'une plus grande implication des premiers responsables des ministères dans le suivi de la mise en œuvre du programme dans leur département.

IV. PERSPECTIVES

Le Plan de travail annuel budgété 2018 du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS-BF) est estimé à **154,92 milliards de FCFA** financé par le budget de l'Etat et des Partenaires techniques et financiers. Les financements acquis et les promesses s'élèvent à **116,15 milliards de francs CFA** (74,97%), dégageant ainsi un gap de financement de **38,76 milliards de francs CFA**, soit 25,03%.

Les actions majeures du Plan de travail concerneront entre autres : (i) la réalisation des infrastructures sociales de base (écoles, CSPS, forages, etc.) afin d'améliorer leur accessibilité aux populations ; (ii) l'accroissement et

l'amélioration de la qualité des infrastructures économiques et de soutien (routes, marchés à bétail, électricité, etc.) ; (iii) le renforcement de la gouvernance administrative et locale ; (iv) l'amélioration de la concertation entre l'administration et les populations et (v) l'accroissement/renforcement des infrastructures et des équipements des Forces de défense et de sécurité.

Les perspectives dans la mise en œuvre du PUS-BF sont entre autres :

- La mise en œuvre du PTAB 2018, adopté par le COS le 21 février 2018 ;
- la nécessité pour les ministères concernés par le PUS-BF de prendre des mesures d'anticipation pour la passation rapide des marchés suite à l'adoption du nouveau décret d'allègement;
- La mobilisation effective des ressources auprès des partenaires qui se sont annoncés pour le financement du PTAB 2018 du PUS-BF ;
- l'organisation et la tenue de la table ronde des bailleurs de fonds sur le PUS-BF;
- la dynamisation du cadre régional de suivi du programme ;
- le développement des actions concourant au renforcement de la synergie d'actions et de la cohésion sociale dans la région (relations STD et CT ; Populations et FDS y compris Police municipale).

CONCLUSION

Comme tout autre programme ou projet de développement, le PUS-BF est une politique publique définie dans le temps (2017-2020) et dans l'espace (région du Sahel) avec des objectifs et des moyens précis. Compte tenu de son caractère multisectoriel, il apparaît dans l'esprit des populations et des collectivités comme une panacée à tous les problèmes socio-économiques.

Bien que décliné du PNDES, le PUS-BF n'est pas la compilation de toutes les actions de développement dans la région du Sahel. Dans le fond, il se pose beaucoup plus la question de l'efficacité et de l'impact de tous les projets et programmes intervenant dans la région du Sahel.

Dans un contexte de dégradation de la situation sécuritaire avec pour corolaire l'augmentation de la vulnérabilité économique et sociale des populations, il importe pour le Gouvernement d'organiser une revue spéciale des projets et programmes en exécution dans la région du Sahel. Il doit également accélérer les politiques publiques en cours en faveur du Sahel dont le PUS-BF et communiquer davantage sur ses actions et leurs résultats.

Annexe 1 : Réalisations physiques des activités de l'année

Actions/activités Programmées	Actions/activités exécutées	Taux d'exécution physique en %	Observations/Analyse des écarts
Composante 1			
1- MINISTERE DE LA SANTE			
40 actions programmées	22 actions exécutées	55%	Situation sécuritaire ralentissant le respect des délais par les Prestataires
2- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
48 actions programmées	30 actions exécutées	63%	Sur les 48 actions programmées, 30 sont exécutées, 11 sont en cours de réalisation et 07 actions non engagés dont 02 en instance de résiliation, et une (01) entreprise défailante et mise en demeure.
3- MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT			
29 actions programmées	16 actions exécutées	55%	Promesses de financement de partenaires financiers (Union Européenne, DANIDA) non concrétisées n'ayant pas permis la réalisation de 10 actions.
4- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES			
24 actions programmées	04 actions exécutées	17%	Procédures des bailleurs obligeant l'obtention des ANO. Ce qui allonge les délais de passation des marchés.
5- MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT			
04 actions programmées	Une action exécutée sur les quatre prévues	25%	
6- MINISTERE DE LA JEUNESSE DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE			
04 actions programmées	04 actions exécutées	100%	
7- MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES			
09 actions programmées	03 actions exécutées	33%	
8- MINISTERE DES INFRASTRUCTURES			

Actions/activités Programmées	Actions/activités exécutées	Taux d'exécution physique en %	Observations/Analyse des écarts
12 actions programmées	Aucune action n'est réalisée	0%	Complexité et longueur des procédures de passation de marchés d'infrastructures routières eu égard à la nature desdits investissements
9- MINISTERE DE LA FEMME DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE			
09 actions programmées	04 actions exécutées	44%	
10- MINISTERE DE L'ENERGIE			
10 actions programmées	03 actions exécutées	30%	
Total composante 1	87 actions exécutées pour 189 actions programmées	46%	
COMPOSANTE 2 : MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
10 actions programmées	10 actions exécutées	100%	
Taux d'exécution physique composante n° 2	10 actions exécutées	100%	
COMPOSANTE 3 : MINISTERE DE LA SECURITE			
12 actions programmées	05 actions exécutées	42%	
Taux d'exécution physique composante n° 2	05 actions exécutées	42%	
Taux d'exécution physique globale	102 actions exécutées sur un total de 211 actions programmées	48%	

Annexe 2 : Situation d'exécution des ressources par Ministère (millier FCFA)

Coût total des actions en FCFA	Prévisions annuelles (PTA) (A)	Paiements effectués (B)	Taux d'exécution (B/A)*100
Composante 1			
1- MS			
Etat	1 060 694	1 060 694	60,94%
Bailleurs			
TOTAL	1 060 694	1 060 694	60,94%
2- MENA			
Etat	1 249 783	1 249 783	79,43%
Bailleurs			
TOTAL	1 249 783	1 249 783	79,43%
3- MEA			
Etat	2 142 294	2 142 294	41,18%
Bailleurs			
TOTAL	2 142 294	2 142 294	41,18%
4- MAAH			
Etat	2 234 636	2 234 636	14,83%
Bailleurs			
TOTAL	2 234 636	2 234 636	14,83%
5- MUH			
Etat	3 373 045	3 373 045	4,13%
Bailleurs			
TOTAL	3 373 045	3 373 045	4,13%
6- MJFIP			
Etat	604 000	604 000	36,85%
Bailleurs			
TOTAL	604 000	604 000	36,85%
7- MRAH			
Etat	2 105 092	2 105 092	6,49%
Bailleurs			
TOTAL	2 105 092	2 105 092	6,49%
8- MI			
Etat	9 855 276	9 855 276	30,11%
Bailleurs	25 187 204	25 187 204	54,05%
TOTAL	35 042 480	35 042 480	47,31%
9- MFSNF			
Etat	121 880	121 880	5,09%
Bailleurs	79 165	79 165	46,74%
TOTAL	201 045	201 045	21,49%

10- ME				
Etat	30 151 580	30 151 580	23 178 169	76,87%
Bailleurs				
TOTAL	30 151 580	30 151 580	23 178 169	76,87%
TOTAL COMPOSANTE 1				
Etat	52 898 280	52 898 280	29 503 060	55,77%
Bailleurs	25 266 369	25 266 369	13 649 441	54,02%
TOTAL	78 164 649	78 164 649	43 152 501	55,21%
11- Composante 2 : MATD				
Etat	1 569 412	1 569 412	1 255 731	80,01%
Bailleurs				
TOTAL	1 569 412	1 569 412	1 255 731	80,01%
12- Composante 3 : MSECUC				
Etat	1 469 043	1 469 043	739 382	50,33%
Bailleurs	323 201	323 201	225 343	69,72%
TOTAL	1 792 244	1 792 244	964 725	53,83%
Etat	55 936 735	55 936 735	31 498 173	56,31%
Bailleurs	25 589 570	25 589 570	13 874 784	54,22%
TOTAL GENERAL	81 526 305	81 526 305	45 372 957	55,65%

Annexe 3 : Situation détaillée des réalisations dans le cadre du Plan d'actions d'urgence 2017

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
COMPOSANTE 1: SOCIO-ECONOMIE				
1- MINISTERE DE LA SANTE				
1.	Construction d'une maternité ; d'un logement ; d'1 incinérateur et d'une latrine à BOULKESSI (dans la commune de Déou)	39 994	85%	maternité ; logement, incinérateur et latrine en cours de finition
2.	Construction d'une maternité ; d'un logement ; d'1 incinérateur et d'une latrine à GANDAFAGOU (dans la commune de Déou)	42 101	70%	Logement achevé , maternité, incinérateur et latrine en cours
3.	Construction d'un dispensaire ; d'un logement ; d'un incinérateur et d'une latrine à GANGANI (commune de Gorom-Gorom)	38 859	100%	dispensaire ; logement ; incinérateur et latrine achevés
4.	Construction d'une maternité et d'un logement infirmier à Markoye (commune de Markoye)	51 560	100%	maternité et logement infirmier achevés
5.	Construction d'une maternité ; d'un logement ; d'un incinérateur et d'une latrine à Salmossi (commune de Markoye)	36 627	100%	dispensaire ; logement ; incinérateur et latrine achevés
6.	Construction d'une maternité ; d'un logement ; d'un incinérateur et de deux latrines à Tiabongou (commune de Mansila)	41 841	80%	Délocalisation des travaux à un nouveau site (Téparé) : Logement, latrines et incinérateur achevés Maternité en cours de finition.
7.	Construction d'une maternité ; d'un logement ; d'un incinérateur et de deux latrines à Gatougou (commune de Sebba)	50 492	100%	maternité ; logement ; incinérateur et latrines disponibles
8.	Construction d'un logement ; d'1 DMEG ; d'un Incinérateur et de deux latrines à Sambagou (commune de Solhan)	32 182	100%	logement ; DMEG ; Incinérateur et latrines disponibles
9.	Construction d'une maternité ; de deux logements ; d'1 DMEG ; d'un forage, de 2 latrines et d'un incinérateur à Denga (commune de Tankougounadié)	8 289	45%	Travaux en cours
10.	Construction d'1 dispensaire ; d'une maternité ; d'un logement ; d'un DMEG ; d'un forage et de 2 latrines à Batibougou (commune de Titabé)	78 089	100%	dispensaire ; maternité ; logement ; DMEG ; forage et latrines sont disponibles
11.	Construction d'un dispensaire+1 maternité+ 3 logements +un	51 560	80%	Travaux en cours de finition

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
	hall à Gasseliki (commune d'Aribinda)			
12.	Construction d'un dispensaire ; d'un logement ; et d'une latrine à Gasseltepaoua (commune de Baraboulé)	41 283	80%	Travaux en cours de finition
13.	Construction d'un logement ; d'un DMEG ; d'un forage et d'un incinérateur à Petegoli (commune de Baraboulé)	36 930	100%	logement ; DMEG ; forage et incinérateur disponibles
14.	Construction d'une maternité ; de deux logements ; d'un DMEG et d'un incinérateur à Ouindoupoli (commune de Baraboulé)	43 021	90%	Travaux en cours de finition
15.	Construction d'un dispensaire ; d'une maternité ; de deux logements ; d'un DMEG ; d'un forage et d'une latrine à Sê (commune de Djibo)	97 130	50%	Travaux en cours
16.	Construction de deux logements ; d'un DMEG ; d'un incinérateur et d'une latrine à Bouro (Nassoumbou)	37 000	100%	logements, DMEG ; incinérateur et latrine disponibles
17.	Construction d'un logement ; d'un incinérateur et d'un forage à Gargaboule (commune de Pobémengao)	10 559	90%	Travaux en cours de finition
18.	Construction d'une maternité ; deux logements ; d'un forage et de 2 latrines à Sona (commune de Tongomayel) et Construction d'un logement ; d'un DMEG ; d'un forage et d'un incinérateur à Tongomayel (commune de Tongomayel)	86 110	100%	maternité ; logement ; forage et latrines disponibles à Sona. Logement ; DMEG, forage et incinérateur disponibles à Tongomayel
19.	Achèvement de la construction du CSPS de Datambi (dispensaire+maternité, 1 logement, latrines, DMEG) et équipement (Travaux d'achèvement par la DRS Sahel)	60 000	100%	CSPS (dispensaire+maternité, 1 logement, latrines, DMEG) disponible et équipé
20.	Acquisition et dotation du CHR de Dori en matériel et équipements médico-techniques	50 000	100%	CHR équipé en matériel et équipements médico-techniques
21.	Achever la construction et l'équipement d'un CSPS complet dans le village de Bangataka (commune de Gorgadji)	142 000	100%	CSPS disponible et équipé
Sous total MSANTE		1 060 694		
2- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION				
22.	Construction d'un lycée à Dori (commune de Dori)	114 846	100%	Lycée disponible
23.	Construction d'une école de quatre classes pour le post primaire (commune de Dori)	27 324	100%	école de quatre classes construite
24.	Construction d'une école préscolaire (commune de Dori)	11 743	100%	école préscolaire construite et

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
				fonctionnelle
25.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau et logement à Tigou (commune de Dori)	27 550	100%	école de trois Classes, magasin Bureau et logement disponibles
26.	Construction d'une école de trois Classes, magasin et Bureau à billy (commune de Dori)	22 587	100%	école de trois Classes, magasin et bureau construits
27.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau à boudouguel (commune de Dori)	20 563	100%	école de trois Classes, magasin et bureau construites
28.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau à Windé Djibairou (commune de Bani)	17 165	100%	école de trois Classes, magasin et Bureau construites
29.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau à Débéré-diouldé (commune de Bani)	20 999	100%	école de trois Classes, magasin et bureau construits
30.	Construction de quatre salles de Classes pour le post primaire (commune de Bani)	27 999	100%	quatre salles de classe construites
31.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau à Sampelga (commune de Sampelga)	20 998	100%	école de trois Classes, magasin et bureau construits
32.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau à Ouro Mougna (commune de Sampelga)	24 863	100%	école de trois Classes, magasin et bureau construits
33.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau à Gorgadji (commune de Gorgadji)	20 854	0%	Travaux non engagés
34.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau à Gomo (commune de Falangountou)	20 430	45%	Travaux en cours (chainage)
35.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau dans la commune de Seytenga	29 000	45%	Travaux en cours (chainage)
36.	Construction d'une école de trois Classes, magasin Bureau dans la commune de Seytenga sur financement PNGT-2-3	20 563	100%	école de trois Classes, magasin et bureau construits
37.	Construction de 4 salles de classes pour le post primaire dans la Commune de solhan	27 984	100%	4 salles de classes disponibles
38.	Acquisition de vivres pour la cantine (Commune de Solhan)	25 814	100%	vivres disponibles et distribuées
39.	Construction de 4 salles de classes pour le post primaire (Commune de Titabé)	27 984	30%	Travaux en cours (fondation)
40.	Acquisition de vivres pour la cantine (Commune de Titabé)	19 830	100%	vivres disponibles et distribuées
41.	Acquisition de vivres pour la cantine (COMMUNE DE TANKOUGOUNADIE)	13 550	100%	vivres disponibles et distribuées

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
42.	Acquisition de vivres pour la cantine (COMMUNE DE BOUNDORE)	15 576	100%	vivres disponibles et distribuées
43.	Acquisition de vivres pour la cantine (COMMUNE DE MANSILA)	24 220	100%	vivres disponibles et distribuées
44.	Construction de 4 salles de classes pour le post primaire (Commune de SEBBA)	22 248	100%	salles de classes construites
45.	Acquisition de vivres pour la cantine (Commune de SEBBA)	31 544	100%	vivres disponibles et distribuées
46.	Construction d'une école à 03 salles de classes+bureau+magasin (Commune de DEOU)	20 645	45%	Travaux en cours (chainage)
47.	Construction de 4 salles de classes au CEG de MARKOYE (COMMUNE DE MARKOYE)	26 000	100%	salles de classes construites
48.	Réalisation d'une école à 03 salles de classes (COMMUNE DE TIN-AKOFF)	17 773	80%	Lettre de mise en demeure notifié à l'entrepreneur
49.	Construction de 02 blocs de 03 classes + latrines + logement +forages pour primaire (COMMUNE DE GOROM-GOROM)	55 555	100%	02 blocs de 03 classes + latrines + logement +forages construits
50.	Construction de deux blocs de 04 salles de classe pour post primaire (COMMUNE DE GOROM-GOROM)	55 008	0%	En instance de résiliation
51.	Construction d'un lycée (COMMUNE DE GOROM-GOROM)	122 130	0%	En instance de résiliation
52.	Construction de 03 salles de classe (Commune de Tongomayel)	26 571	100%	salles de classe construites
53.	Construction de CPAF (Commune de Kelbo)	6 987	100%	CPAF construit
54.	Construction de 03 salles de classe (Commune de Kelbo)	20 576	30%	Travaux en cours
55.	Construction de 03 salles de classe (Nassoumbou)	20 798	0%	Travaux non engagés pour insécurité
56.	Construction de 03 salles de classe (Nassoumbou)	20 933	0%	Travaux non engagés pour insécurité
57.	Construction de 03 salles de classe Lot 1 (Djibo)	31 048	100%	salles de classe construites
58.	Construction de 03 salles de classe Lot 2 (Djibo)	19 524	100%	salles de classe construites
59.	Construction de 03 salles de classe (Djibo)	20 550	100%	salles de classe construites
60.	Construction de 04 salles de classe (Djibo)	26 000	100%	salles de classe construites
61.	Réalisation de forage (Djibo)	7 991	100%	Forage réalisé
62.	Construction de 2 salles de classe (Aribinda)	12 947	100%	salles de classe construites
63.	Construction de 2 écoles à trois classes à Tougbilé et Weraboli (Aribinda)	47 754	70%	Travaux en cours (tôlage)
64.	Construction de 3 complexes scolaires (MOD) à Koutougou et	55 260	5%	Travaux en démarrage

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
	Boundoré			
65.	Construction de centre d'enseignement et de formation technique et professionnel (CEFTP) à Sebba	560 000	0%	Travaux non engagés (études architecturales réalisées)
66.	Réalisation de 2 forages (MOD) (Gorom-Gorom; Seytenga)	15 750	60%	Travaux en cours à Gorom-gorom et forage négatif à Seytenga :
67.	Réalisation de 12 latrines (MOD)/ Déou (2), Dori (2), Falagountou (1), Seytenga (1), Arbinda (2), Djibo (1), Nassoumbou (1), Tongomayel (1), Sebba (1).	50 400	75%	9 latrines achevées ; 2 en cours de réalisation et 1 non entamé
68.	Construction de 10 logements/ Déou (1), Dori (1), Falagountou (1), Arbinda (2), Djibo (1), Gorom-Gorom (2), Nassoumbou (1), Tongomayel (1), Sebba (1).	80 750	60%	6 logements achevés ; 3 en cours et 1 non entamé
69.	Electrification d'établissements publics	17 299	0%	Entreprise défailante et mise en demeure
2- Sous total MENA		1 249 783		
3- MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT				
70.	Prestations d'études d'Avant-Projet-Détaillé (APD) pour la réalisation de cinq (05) systèmes d'adduction d'eau potable simplifiée (AEPS) dans la région du sahel	24 539	100%	les études sont disponibles au sein de la DREA
71.	Prestations de surveillance-contrôle à pieds d'œuvre de travaux de réalisation de trois (03) systèmes d'Adductions d'Eau Potable Simplifiées (AEPS)	14 660	100%	Prestations faites
72.	Prestations IFC, la surveillance et le contrôle à pied d'œuvre des travaux de réalisation de vingt-cinq (25) forages neufs.	20 887	100%	Prestations faites
73.	Prestations campagne d'IFC en hygiène et assainissement et suivi- contrôle de travaux de réalisation de 1400 latrines familiales et 30 latrines institutionnelles	34 587	100%	Prestations faites
74.	Travaux de réalisation de douze (12) forages positifs équipés de pompe à motricité humaine dans les provinces du Séno et du Yagha, lot 01 (Bani, Dori, Gorgadji, Seytenga, Sampelga, Sebba)	78 000	100%	Forages réalisés
75.	Travaux de réalisation de treize (13) forages positifs équipés de pompe à motricité humaine dans les provinces de l'Oudalan et du Soum (Arbinda, Djibo, Tongomayel, Gorom-	75 396	100%	Forages réalisés

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
	gorom, Oursi)			
76.	Travaux de réalisation du système d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) de Bougué (commune de Pobé Mengao)	133 108	100%	AEPS réalisée
77.	Travaux de réalisation du système d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) de Niagassi , (commune de Sampelga)	130 177	100%	AEPS réalisée
78.	Travaux de réalisation du système d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) de Tin-Akoff	88 873	100%	AEPS réalisée
79.	Travaux de construction de 700 latrines familiales semi finies dans les Communes de Tongomayel et de Kelbo,	74 281	100%	Latrines construites
80.	Travaux de construction de 700 latrines familiales semi finies dans les Communes de Sampelga et de Tankougounadié	73 934	100%	Latrines construites
81.	Travaux de réalisation de 22 latrines collectives dans les communes de gorom gorom, Bani, Dori, Sampelga, Sebba, Titabé, Boundoré	46 768	35%	les travaux sont en arrêt (marché à résilier)
82.	Réhabilitation de 5 forages dans la Commune de Seytenga (ressources transférées)	11 204	100%	Forages réhabilités
83.	Travaux de réalisation de 2 systèmes d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) à Béléhédé (Tongomayel) et Djika (Arbinda)	209 389	70%	En cours d'exécution
84.	Réhabilitation du barrage de Taouremba (Tongomayel)	402 510	30%	En cours d'exécution
85.	Etude pour la réhabilitation du barrage de Niapsi	29 000	100%	Les études sont achevées
86.	Etude pour la réhabilitation du barrage de Silgaji (Tongomayel)	37 500	100%	Les études sont achevées
87.	Réalisation des travaux de trente (30) forages positifs dont dix (10) gros débits non équipés (Bani, Dori, Gorgadji, Seytenga, Sampelga, Arbinda, Djibo, Tongomayel, Gorom-gorom, Oursi)	149 819	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
88.	Fourniture, pose de vingt (20) pompes à motricité humaine et construction de 20 superstructures (Dori, Gorgadji, Seytenga, Sampelga, Arbinda, Djibo, Tongomayel, Gorom-gorom)	37 878	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
89.	Information, Formation, Communication (IFC), Implantation et suivi-contrôle des travaux de réalisation de forages positifs	32 500	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
	équipés de PMH avec superstructures			
90.	Travaux de réhabilitation de 20 forages	44 840	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
91.	Travaux de réalisation du système d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) de Baraboulé	116 572	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
92.	Travaux de réalisation du système d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) de Gatougou,	119 591	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
93.	Réalisation de 700 latrines familiales semies finies	74 281	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
94.	Suivi contrôle des travaux de réalisation des AEPS neuves	7 000	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
95.	Suivi contrôle des travaux de réhabilitation de 20 forages	5 000	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
96.	Intermédiation sociale (ImS) en matière d'assainissement et Contrôle à pied d'œuvre des travaux de latrines familiales semi-finies	14 000	0%	Marché annulé et reconduit pour 2018
97.	Acquisition d'un véhicule pour la Direction régionale	30 000	100%	Véhicule livré
98.	Réalisation de 05 forages à Dori et Sebba	26 000	100%	Forages réalisés
Sous total MEA		2 142 294		
4- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES				
Projet Riz Pluvial (PRP)				
99.	Aménagement de bas-fonds (ha)	50 440	100%	30 ha aménagés à Kelbo (Sergousman), 20 ha à Tongomayel (Taourèma) 30 ha à Kelbo (Diomssogui)
Programme de renforcement de la résilience contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au sahel / P2RS				
100	Aménagement de bas-fonds rizicoles (ha) (Dori; Kelbo; Djibo; Aribinda; Solhan; Sebba)	191 124	5%	Préparation des remises des sites des travaux aux entreprises
101	Aménagement de périmètres irrigués (ha) (Bani; Tongomayel)	219 522	5%	Préparation des remises des sites des travaux aux entreprises
102	Aménagement de périmètres irrigués maraichers villageois (ha) (Oursi; Gorom-Gorom; Tin-Akoff; Markoye; Tongomayel; Kelbo; Djibo; Aribinda; Dori; Bani; Solhan; Mansila; Sebba)	22 334	5%	Préparation des remises des sites des travaux aux entreprises
103	Réalisation des études d'aménagement de périmètres irrigués maraichers équipés (ha) (Aribinda; Pobé; Mengao; Solhan; Sebba; Boundoré; Titabé)	270 000	100%	Etudes réalisées

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
104	Bassins de collecte d'eau de ruissellement (BCER)(Oursi; Tin; Akoff; Markoye; Gorom; Dori; Bani; Tongomayel; Koutougou; Kelbo; Djibo; Aribinda; Solhan; Sebba; Mansila)	45 600	100%	Petits matériels et équipements livrés aux producteurs bénéficiaires disponibles
105	Construction de marché à bétail à Oursi	70 807	0%	Etude réalisée, budget du don FAD en cours de révision pour réaliser l'infrastructure
106	Aire d'abattage à Sebba et à Markoye		0%	Marché notifié
107	Parc de vaccination à Tongomayel	6 000	100%	Parc de vaccination réalisé
108	Magasins d'aliments à bétail à Dori	18 000	0%	Marché notifié
109	Forage pastoral à Sebba	5 000	100%	Forage réalisé
110	Latrines individuelles à Bani, Mansila, Koutoukou et Markoye	20 000	80%	Travaux en cours d'achèvement
111	Forages communautaires à Bani, Dori, Gorgadji, Koutoukou; Gorom-Gorom; Oursi et Tin-Akoff	60 000	0%	Marché notifié
112	Boulis à Dori et Tongomayel	257 000	0%	Marché notifié
113	AEPS solaire à Dori et Aribinda	103 000	0%	Marché notifié
Projet de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire au Burkina Faso (PRRIA)				
114	Magasins de stockage de 250 tonnes à Dori	30 600	0%	Les offres pour la sélection de l'entreprise pour la construction sont en cours d'analyse
115	Magasins de stockage de 500 tonnes au profit de la SONAGESS à Dori	60 400	0%	Les offres pour la sélection de l'entreprise pour la construction sont en cours d'analyse
116	Réhabilitation de 26 magasins de stockage de 500 tonnes au profit de la SONAGESS	201 000	0%	Les offres pour la sélection de l'entreprise pour la construction sont en cours d'analyse
117	Construction de sept (07) magasins de warrantage équipés d'aires de séchage au Yagha	147 000	22%	Travaux en cours
118	Réalisation de deux (02) forages pastoraux au Séno et au Yagha	20 000	60%	Travaux en cours
119	Construction de trois (03) magasins de stockage de 250 tonnes au profit de la SONAGESS à Gorom-Gorom, Djibo et Sebba	91 700	0%	Les offres pour la sélection de l'entreprise pour la construction sont en

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
				cours d'analyse
120	Construction de 26 magasins de stockage de 100 tonnes au profit de la SONAGESS dans tous les 26 chefs-lieux de communes de la région du Sahel	234 000	0%	Les offres pour la sélection de l'entreprise pour la construction sont en cours d'analyse
121	Construction d'un marché à bétail à Sebba (Niatana)	100 000	0%	Le contrat est en cours d'approbation au MAAH
122	18 Unités de volailles familiales	11 109	0%	Le contrat est en cours d'approbation au MAAH
Sous total MAAH		2 234 636		
5- MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT				
123	Réaliser le 1er lotissement de des communes rurales non encore aménagées (Oursi, Koutougou, Kelbo, Gorgadji, Solhan, Bani)	167 440	30%	Levé d'état des lieux disponible à Koutougou, Gorgadji, Solhan et leurs étude d'urbanisme est en cours. Pour Oursi, Kelbo et Bani (10%), problèmes d'identification de sites.
124	Exécution de travaux d'ouverture et de rechargement de 4,5 km de voies en terre dans trois (3) communes urbaines du Sahel en dehors du chef-lieu de la région (Gorom-Gorom, Djibo et Sebba) dans le cadre du programme « 40 000 logements »	139 358	100%	4,5 km de voies en terre ouvertes et rechargés
125	Exécution des travaux de levés d'états des lieux, d'études d'urbanisme et d'implantation du lotissement du secteur 7 (Wedoui de Dori) dans le cadre du programme « 40 000 logements »	51 247	10%	Le contrat est élaboré et est en cours d'approbation.
126	Construction de 300 logements à Dori dans le cadre du programme 40 000 logements	3 015 000	10%	Le marché a été attribué au promoteur immobilier FABIT et sera exécuté en PPP. Le contrat est en cours de signature.
Sous total MUH		3 373 045		
6- MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE				
127	OPC : Recrutement d'auto-écoles pour la formation de 3000 jeunes des 13 régions dans le cadre de l'OPC	442 500	100%	Jeunes de la Région du Sahel formés dans le cadre de la formation des 3 000 pour l'OPC
128	PFM : Acquisition de la matière d'œuvre pour les formations	87 500	100%	matière d'œuvre acquise

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
129	PFM : Acquisition de matériels didactiques	34 000	100%	matériels didactiques acquis
130	PFM : Acquisition de kits d'installation	40 000	100%	kits d'installation acquis
Sous total MJFIP		604 000		
7- MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES				
PAPSA				
131	Travaux de réalisation du mini réseau AEP de la station aquacole de Yakouta dans la région du Sahel au profit du PAPSA – volet Ressources Animales et Halieutiques – Lot 2	69 915	100%	mini réseau AEP réalisé
132	Travaux de construction de bâtiments et d'équipements annexes de la station aquacole de Yakouta dans la région du Sahel au profit du PAPSA – volet Ressources Animales et Halieutiques – Lot 3	52 884	100%	bâtiments et équipements annexes construits
133	Travaux de construction de la station piscicole de Yakouta dans la région du Sahel au profit du PAPSA – volet Ressources Animales et Halieutiques	353 627	0%	Contrat résilié, réattribution en cours
134	Travaux de construction d'un (01) centre de collecte de lait à Dori dans la région du Sahel au profit du PAPSA – volet Ressources Animales et Halieutiques	15 141	95%	Bâtiments en finition
135	Acquisition de matériels et d'équipements d'installation et d'exploitation de 16 enclos piscicoles dans la région du Sahel au profit du PAPSA - Volet Ressources Animales et Halieutiques	13 794	100%	matériels et équipements d'installation et d'exploitation de 16 enclos piscicoles acquis
136	Travaux de construction de sept (07) centres de pesée/commercialisation des produits de la pêche dans la région du Sahel au profit du PAPSA – volet Ressources Animales et Halieutiques	105 000	0%	Marché attribué
137	Travaux de construction de deux (02) centres de collecte de lait dans la région du Sahel au profit du PAPSA – volet Ressources Animales et Halieutiques	30 000	0%	Marché résilié pour insuffisance de ressources financières.
PRAP-S				
138	Travaux de construction/réhabilitation de marchés à bétail, de parcs de vaccination, de boullis, de forages, de mares, d'unités de transformation du lait, de postes vétérinaires et d'aires d'abattage dans le cadre du PRAPS-BF	1 100 000	0%	Dépouillement des offres fait et analyse en cours

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
139	Travaux d'aménagement de pistes à bétail, d'aires de repos, et d'aires de pâture dans le cadre du PRAPS-BF	364 731	0%	Le lancement des DAO dépend des résultats des études sur les sauvegardes environnementales et sociales.
Sous total MRAH		2 105 092		
8- MINISTERE DES INFRASTRUCTURES				
140	Aménagement de la piste Ourou-Sampelga dans le cadre des Travaux d'aménagement d'environ 1000 kms de pistes rurales dans les treize (13) régions du Burkina.	700 000	85%	Travaux en cours
141	Aménagement de la piste Gorgadji (embr. RN23)-Tasmakat (38,5 kms) dans le cadre des Travaux d'aménagement d'environ 1000 kms de pistes rurales dans les treize (13) régions du Burkina.	895 000	0%	Montage des contrats en cours
142	Aménagement de la piste Arbinda (embr. RN23)-Gassiliki marché (27,63kms) dans le cadre des Travaux d'aménagement d'environ 1000 kms de pistes rurales dans les treize (13) régions du Burkina.	700 000	0%	Montage des contrats en cours
143	Aménagement de la piste Boundoré (RD04)-Tankougounadié (emb RD01) dans le cadre des Travaux d'aménagement d'environ 1000 kms de pistes rurales dans les treize (13) régions du Burkina.	530 000	0%	Montage des contrats en cours
144	Aménagement de la piste Markoye-Damban , dans le cadre des Travaux d'aménagement d'environ 1000 kms de pistes rurales dans les treize (13) régions du Burkina.	249 360	0%	Montage des contrats en cours
145	Aménagement de la piste Oursi (Emb RR04)-Sounkoudou (25,02 kms) dans le cadre des Travaux d'aménagement d'environ 1000 kms de pistes rurales dans les treize (13) régions du Burkina.	625 000	0%	Montage des contrats en cours
146	Entretien périodique de la route Seba-Sampelga-Dori	2 532 600	70%	Chaussée achevée et ouvrage d'art en cours
147	Etudes d'entretien périodique de la route Arbinda-Gorgadji	1 250 100	10%	L'ouverture des offres techniques faite
148	Entretien courant du tronçon Dori-Gorom-Gorom-Markoye et la piste emb. RN03-Tin-Agaden-Gossey village-Essakane (113,9 kms) dans le cadre des travaux d'entretien courant du	189 960	30%	Travaux en cours d'exécution

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
	réseau routier national (lot 52)			
149	Entretien courant du tronçon Tongomayel-Kelbo (41 kms) dans le cadre des travaux d'entretien courant du réseau routier national (lot 53)	377 560	30%	Travaux en cours d'exécution
150	Entretien courant du tronçon Dori-Djibo-Touffé et la RD100-1 Arbinda-Koutougou (280 kms) dans le cadre des travaux d'entretien courant du réseau routier national	300 000	30%	Travaux en cours d'exécution
151	Aménagement et bitumage de la route Kongoussi-Djibo	26 692 900	42%	Section 1 :Kongoussi-Yargo=16km: taux physique : 30,03% Section 2 : Yargo-Djibo=80km: taux physique 53,24%
Sous total MI		35 042 480		
9- MINISTERE DE LA FEMME DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE				
152	Former des adolescentes en compétences de vie courante et en santé de la reproduction		50%	- Formateurs des mentors formés. - Les mentors n'ont pas encore été formés. Ils doivent être recrutés par une ONG qui n'a pas encore été identifiée. Processus enclenché pour la sélection de ladite ONG.
153	Doter des familles d'enfants victimes ou à risques de mariage de matériel agricole ou de production, d'animaux pour renforcer leurs unités économiques		0%	L'ONG qui doit identifier les familles n'a pas encore été recrutée.
154	Doter des familles d'enfants victimes ou à risques de mariage de ressources pour la réalisation d'activités génératrices de revenus		0%	Activité non réalisée. L'ONG chargée de l'identification des familles n'a pas été recrutée.
155	Former des jeunes femmes en entrepreneuriat		0%	Activité non réalisée. Elle devrait être exécutée par un consultant/Bureau d'étude qui n'est pas encore recruté. Toutefois le processus est en cours.
156	Octroyer des ressources aux coordinations de femmes pour la prise en charge des femmes victimes de violences		100%	Convention signée et ressources versées à la coordination régionale des femmes du Sahel
157	Acquérir et pré positionner des céréales et des produits alimentaires au profit des personnes déplacées, exposées à		100%	1000 tonnes de céréales acquises et pré-positionnées. Plus de 400 tonnes

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
	l'insécurité alimentaire ou victimes de catastrophes ou de crises humanitaires			déjà distribuées.
158	Mettre à la disposition des personnes déplacées, exposées à l'insécurité alimentaire ou victimes de catastrophes ou de crises humanitaires du matériel de survie		100%	5516 personnes victimes de catastrophes et crises humanitaires ont bénéficié de matériel de survie
159	Appuyer la mise en place des services sociaux dans les communes pour la prise en charge des problèmes sociaux des populations dans des délais réduits		100%	Services déjà fonctionnels et capacités renforcées avec des équipements et 10 motos.
160	Apporter un appui aux femmes du secteur informel à formaliser leur entreprise (Registre de commerce et de crédit mobilier (RCCM))		0%	
Sous total MFSNF		201 045	44%	
10-MINISTERE DE L'ENERGIE				
161	Renforcement du réseau des localités suivantes: Markoye, Seytenga, Déou, Diguel, Solhan, Dablo et Arbinda dans le cadre du Projet d'électrification de 10 localités sur financement de la Taxe de Développement de l'Electrification (TDE).	500 000	57%	Réseaux renforcés pour quatre localités. Trois localités restantes sont en cours d'achèvement
162	Electrification des localités de Tiofolboy, Bani, Wendou, Katchirga, Mbang, Tin-Agadel, Bangataka, Bouna, Bangaol, Filio, Lamdamoal, Kirgou, Saouga, Gargaboule dans le cadre du projet «Electrifier des infrastructures scolaires et sanitaires dans 300 localités rurales, installer 300 pompes solaires en milieu rural et 3000 lampadaires (PHASE 2).»	244 838	50%	Travaux en cours de réalisation
163	Electrification de 09 localités du Sahel par des mini-centrales solaires hybrides (Phase 2) : Oudalan (Douman, Toura), Séno (Diomga, Yebelba et Lelly), Soum (Kue, Piladi et So) et YAGHA (Kolakoye)	380 000	50%	Travaux en cours de réalisation
164	Construction de mini-centrales solaires photovoltaïques au CHR de Dori et au CMA de Djibo dans le cadre du projet de construction de mini centrales solaires photovoltaïques dans 50 CMA.	1 830 000	50%	Travaux en cours de réalisation

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
165	Distribution de 2910 lampes à DORI, 2100 lampes à DJIBO et 1100 lampes à Gorom/Saouga dans le cadre du projet « Acquérir et installer 1 500 000 lampes à diode électroluminescente (LED) en remplacement des lampes à tube fluorescentes dans les ménages ».	18 572	30%	Travaux en cours de réalisation
166	Travaux d'électrification rurale et d'extension de réseau dans les communes de DEOU, MARKOYE, SOLHAN, DIGUEL, DABLO, SEYTENGA et ARBINDA avec raccordement au réseau national.	4 000 000	95%	Réception en cours et mise sous tension et mise en service
167	Travaux d'hybridation des systèmes électriques de DABLO et construction de lignes d'alimentation de quatre localités voisines.		95%	Réception en cours et mise en exploitation
168	Travaux de construction de la ligne 90 Kv de l'interconnexion électrique entre Kongoussi – Djibo et le raccordement de deux (02) localités.	23 178 169	100%	Ligne 90 Kv de l'interconnexion électrique entre Kongoussi – Djibo et le raccordement de deux (02) localités exécutée
169	Travaux de construction de la ligne de 90 kv de l'interconnexion électrique entre Kaya-Dori avec le raccordement de quatre (04) localités dont la commune de Bani dans la région du Sahel.		100%	Ligne d'interconnexion électrique Kaya-Dori construite et raccordement de quatre (04) localités effectué
170	Travaux d'électrification rurale de dix (10) villages dans la commune de Tongomayel (Gankouna, Maty, Sibe, Belhouro, Madoudji, Dalla, Djika, Gorel, Liki, Yalanga), de quatre (04) villages de DABLO et d'un (01) village dans la commune de Déou (Ariel).		100%	Quinze (15) villages électrifiés
Sous total MEnergie		30 151 580		
Total composante 1		78 164 649		
COMPOSANTE N° 2 : GOUVERNANCE LOCALE ET ADMINISTRATIVE				
11- MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION				
171	Construction de trois préfectures et une résidence de préfet dans les circonscriptions administratives de la province du Yagha	322 767	100%	préfectures et résidence de préfet construites
172	Suivi-contrôle des travaux de construction de trois (03)	17 000	100%	Suivi-contrôle des travaux réalisé

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
	préfectures et une (01) résidence de préfet dans la province du Séno			
173	Construction d'une (01) préfecture, d'une (01) résidence de préfet et d'une clôture de préfecture dans les provinces du Yatenga et du Loroum	175 733	100%	Préfecture, résidence de préfet et clôture de préfectures construites
174	Suivi-contrôle des travaux de construction d'une (01) préfecture, d'une (01) résidence de préfet et d'une clôture de préfecture dans les provinces du Yatenga et du Loroum	9 248	100%	Suivi-contrôle des travaux réalisé
175	Construction de quatre (04) préfectures et une (01) résidence de préfet dans la province de l'Oudalan	400 892	100%	préfectures et résidence de préfet construites
176	Suivi-contrôle des travaux de construction de quatre (04) préfectures et une (01) résidence de préfet dans la province de l'Oudalan	20 992	100%	Suivi-contrôle des travaux réalisé
177	Construction d'une (01) préfecture, d'une (01) résidence de préfet et d'une clôture de Haut-commissariat à Dori dans la province du Séno.	266 866	100%	préfectures et résidence de préfet et clôture de haut-commissariat construites
178	Suivi-contrôle pour les travaux de construction d'une (01) préfecture, d'une (01) résidence de préfet et d'une clôture de Haut-commissariat à Dori dans la province du Séno	14 050	100%	Suivi-contrôle des travaux réalisé
179	Construction de deux (02) préfectures et de deux (02) résidences de préfet dans la province du Soum	324 766	100%	préfectures et résidence de préfet construites
180	Suivi-contrôle des travaux de construction de deux (02) préfectures et de deux (02) résidences de préfet dans la province du Soum	17 098	100%	Suivi-contrôle des travaux réalisé
Sous total MATD		1 569 412		
Total composante 2		1 569 412		
COMPOSANTE 3 : SECURITE ET DEFENSE				
12- MINISTERE DE LA SECURITE				
181	Reconstruction du commissariat de la commune de Baraboulé	150 441	100%	commissariat de police reconstruit
182	Reconstruction du CPD de Déou	188 189	98%	Travaux en cours de finition
183	Reconstruction du CPD/PPF TITABE	130 000	80%	Travaux en cours de finition
184	Construction d'un nouveau CPD/PPF Tankougounadié	206 492	100%	CPD/PPF construit

N°	Prévisions	Coût (millier FCFA)	Niveau d'exécution	Réalisations
185	Reconstruction du CPD Falangountou	159 590	85%	Travaux en cours
186	Reconstruction du CPD de Banh	157 821	83,06%	Travaux en cours
187	Construction de mur de clôture au profit de la DRPN Sahel/Dori et du poste de police du District de Markoye	35 578	-	Mur de clôture de la DRPN Sahel/Dori achevé, Procédure de résiliation en cours pour le poste de police de Markoye
188	Réhabilitation du CPD Tongomayel	99 507	100%	CPD réhabilité
189	Reconstruction du CPD de Thiou	193 189	75%	Travaux en cours
190	Construction du CPD Gorgadji	159 168	51,67%	Marché résilié et repris en entente directe
191	Construction du CPD Arbinda	154 407	100%	CPD construit
192	Construction du CPD Seytenga	157 862	100%	CPD construit
Sous total MSECUC		1 792 244		
Total composante 3		1 792 244		
TOTAL GENERAL		81 526 305		

Annexe 4 : Etat de mise en œuvre des conclusions du COS du 20 novembre 2017

Eléments de décisions du COS	Etat de mise en œuvre au 31 mars 2018	Observations
ORIENTATIONS		
<p>Sur l'état de mise en œuvre des marchés publics du programme au 30 octobre 2017, le COS note qu'il y a eu une évolution des marchés exécutés (de 11 à 17%). Au vu de ces résultats, il encourage les différents ministères à redoubler d'efforts en terme de célérité dans la passation des marchés publics en vue d'atteindre un taux d'exécution élevé en fin d'année, notamment pour les marchés dont les procédures de passation sont en cours. Pour les entreprises défaillantes, la procédure de résiliation des marchés résiliés devra être engagée par chaque ministère concerné.</p>	Exécutée	<p>08 marchés en difficultés (MEA : 1 ; MRAH : 2 et MSECUCU : 2 ; MENA : 3)</p>
<p>Sur le projet de plan de travail annuel 2018 du programme, le Conseil après examen, invite le Secrétariat technique à l'affiner en relation avec les départements ministériels de manière à déterminer les financements acquis et le gap réel de financement et les soumettre au COS pour adoption.</p>	Exécutée	<p>Le PTA a été affiné.</p> <p>Le coût total est de 154 921 691 653 FCFA :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Acquis : 122 858 921 265 CFA (79,30%) ✓ Gap : 32 062 770 388 FCFA (20,70%)
RESOLUTIONS		
<p>Résolution 1 : Au regard de l'importante croissance des besoins socio-économiques et sécuritaires dans la zone du Nord/Sahel et compte tenu des limites financières de l'Etat, le COS instruit le Ministre en charge des finances et du développement à engager des actions de communication sur le PUS-BF auprès des bailleurs de fonds et à</p>	En cours de réalisation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rencontre entre le MINEFID et la Troïka tenue le 16 janvier 2018 sur le financement du PUS-BF ✓ Présentation du PUS-BF à la

<p>organiser une Table ronde des PTF pour le financement dudit programme avant la fin du premier trimestre de l'année 2018.</p>		<p>réunion du G5 Sahel le 06 février au Niger</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Concertation avec la BADEA, l'UEMOA ; ✓ Mission du système des nations unies au Burkina Faso ; ✓ Séances avec les PTF membres de l'Alliance Sahel ; ✓ Termes de références et le document de plaidoyer de la table ronde prévue les 9 et 10 juillet 2018 sont disponibles ainsi qu'une feuille de route.
<p>Résolution 2 : En vue d'assurer une planification et un suivi efficace des actions du programme, le COS instruit chaque Ministre à tenir une réunion mensuelle avec la DGESS, la DCMEF, la DAF, la DMP, le Point focal/PUS-BF et les responsables des projets et programmes en vue d'assurer une parfaite coordination des informations, une mise en œuvre et un suivi efficaces des actions sur le terrain. Par ailleurs, le COS a décidé d'associer le Gouverneur de la région du Sahel aux sessions du COS.</p>	<p>En cours</p>	<p>Ce point pourrait être fait par chaque ministre.</p>
<p>Résolution 3 : Face à la détérioration poussée de l'attractivité de la zone du Nord/Sahel et eu égard à l'impérieuse nécessité d'assurer la présence de l'Etat pour offrir les services publics essentiels aux populations locales et aux agents économiques, le COS instruit le Ministre en charge de l'économie et des finances à proposer un mécanisme de motivation pour le personnel militaire, paramilitaire et civil affecté ou en mission dans les zones couvertes par le PUS-BF</p>	<p>En cours</p>	<p>La réflexion est engagée au sein du MINEFID en concertation avec le MDNAC et le MSECUC</p>

et présentant des risques sécuritaires.		
RECOMMANDATIONS		
Recommandation 1 : En vue de garantir une exécution diligente des actions du PUS-BF dans les zones à urgence forte du Sahel, le COS recommande au Gouvernement de confier l'exécution de certaines prestations spécifiques entrant dans le cadre du PUS-BF au Génie militaire. Les modalités de mise en œuvre de cette recommandation seront définies par les ministères compétents (MINEFID, MDNAC).	En cours	Il est proposé au COS de confier la réalisation des infrastructures des forces de défense et de sécurité au génie militaire (convention par exemple).
Recommandation 2 : Dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat local et du renforcement de la résilience économique et sociale des populations de la zone du programme, le COS recommande au Gouvernement d'encourager les grandes entreprises attributaires de marchés, dans la mesure du possible, et basées hors de la zone d'intervention du programme à sous-traiter avec des PMI/PME locales qui ont fait la preuve de leurs capacités.	Non échu	La mise en œuvre de cette recommandation est attendue avec l'exécution du PTA 2018
Recommandation 3 : Au regard des défis à relever et dans le souci de promouvoir l'efficacité dans l'exécution des activités du programme par les Collectivités territoriales, le COS recommande au Gouvernement de mener une réflexion pour mettre en place un mécanisme de saine émulation entre les Collectivités territoriales en allouant les ressources en fonction de leurs performances.	En cours	La réflexion est engagée au sein du MINEFID avec les structures compétentes (DGDT, DGB, etc.), en collaboration avec le MATD

Annexe 5 : Etat de mise en œuvre des conclusions du COS du 15 février 2018

Eléments de décisions du COS	Etat de mise en œuvre au 31 mars 2018	Observations
RESOLUTIONS		
Résolution 1 : Considérant les besoins sécuritaires et	Exécuté à 100%	

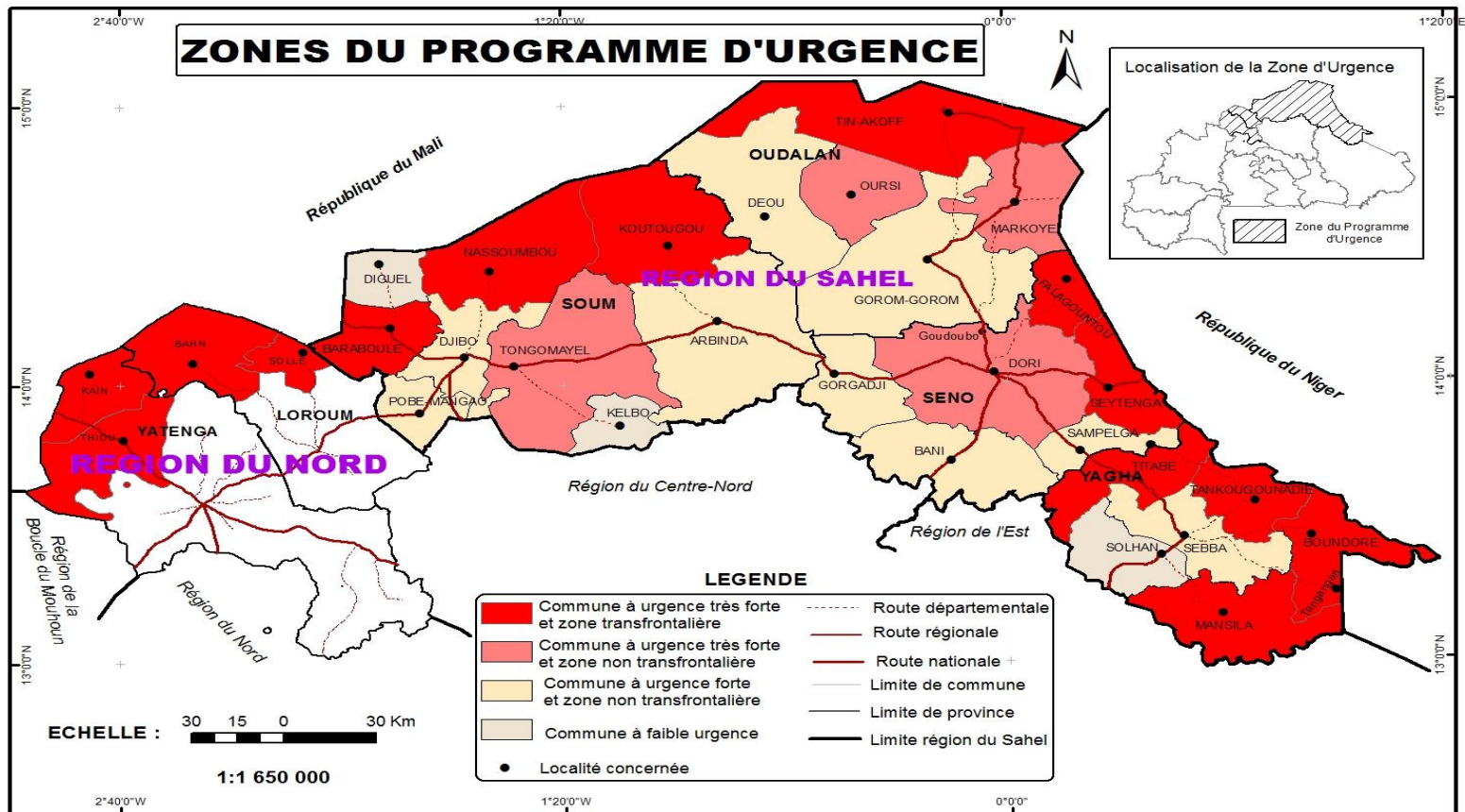
<p>socioéconomiques des populations des régions du Nord et du Sahel, et s'appuyant sur les orientations données par le Gouvernement à travers l'adoption du Programme d'urgence pour le Sahel, le COS adopte le plan de travail annuel 2018 du PUS-BF dont le coût s'élève à 154,92 milliards de francs CFA. Il invite tous les acteurs concernés à ne ménager aucun effort pour une mise en œuvre réussie et efficace dudit plan de travail.</p>		
<p>Résolution 2 : Mobilisation des financements complémentaires pour couvrir le gap Conscient de l'urgence et de la nécessité d'adresser des réponses efficaces aux besoins croissants et légitimes des populations et des forces de défense et de sécurité face à la situation d'insécurité, et tenant compte des limites financières de l'Etat, le COS instruit le Ministre de l'économie, des finances et du développement de diligenter l'organisation et la tenue de la table ronde des bailleurs de fonds en vue de mobiliser des financements complémentaires pour couvrir le gap et permettre une mise en œuvre efficace du programme.</p>	<p>En cours d'exécution</p>	<p>La table ronde est prévue pour les 9 et 10 juillet 2018 Les projets de documents sont disponibles</p>
<p>Résolution 3 : Opérationnalisation du cadre régional de suivi du PUS-BF Conscient des enjeux liés à l'exécution efficace du programme, et tenant compte des diverses difficultés qui ont émaillé l'exécution des activités en 2017, le COS instruit le Ministre de l'économie, des finances et du développement à prendre les dispositions nécessaires pour rendre opérationnel le mécanisme de suivi régional conformément au dispositif de pilotage et de coordination du programme.</p>	<p>Exécuté à 100%</p>	<p>Le cadre régional de suivi a été installé officiellement le 23 mars 2018 à Dori</p>
<p>Résolution 4 : Inauguration des infrastructures achevées du PUS-BF Se réjouissant des infrastructures déjà construites en six mois de mise en œuvre du programme, et soucieux de mettre rapidement lesdites infrastructures à la disposition des populations et des</p>	<p>En cours</p>	<p>Une première vague d'inauguration a été faite le 23 mars 2018 en mars de l'atelier régional à Dori</p>

forces de défense et de sécurité pour répondre à leurs préoccupations, le COS instruit les ministères concernés à procéder aux inaugurations officielles des ouvrages réalisés.		
RECOMMANDATIONS		
<p>Recommandation 1 : Reconduction de la mesure portant sur la procédure de passation des marchés par entente directe</p> <p>Au regard des résultats atteints dans l'exécution des marchés liés en grande partie à l'allègement des procédures de passation des marchés adopté par le Gouvernement en 2017, et conscient de l'urgence d'agir, le COS recommande au Gouvernement de reconduire la mesure portant allègement des procédures de passation des marchés par entente directe pour la mise en œuvre du PTA 2018 du PUS-BF.</p>	En cours	Un projet de décret est disponible
<p>Recommandation 2 : Promotion de l'entrepreneuriat local dans la mise en œuvre du Programme</p> <p>Soucieux de la promotion de l'entrepreneuriat local et du renforcement de la résilience économique et sociale des populations de la zone du programme, et face aux souhaits exprimés par le secteur privé local de participer activement à la mise en œuvre du PUS-BF, le COS recommande au Gouvernement de prendre des mesures spéciales pour qu'autant que faire se peut, les attributaires de marchés basées hors de la zone d'intervention du programme sous-traitent avec des PMI/PME locales.</p>	En cours	Correspondance transmise aux ministères pour la prise en compte de cette recommandation dans les procédures de passation des marchés
<p>Recommandation 3 : Mise à contribution du génie militaire pour la réalisation des infrastructures du PUS</p> <p>Constatant les retards dans l'exécution des travaux dans la zone liés, entre autres à l'insécurité, et tenant compte de la nécessité de garantir une exécution diligente des actions du PUS-BF, le COS recommande de confier autant que faire se peut, la</p>	En cours	Il est proposé au COS de confier la réalisation des infrastructures des forces de défense et de sécurité au génie militaire (convention par exemple).

réalisation des infrastructures prévues dans le PTA 2018 au génie militaire. Les modalités de mise en œuvre de cette résolution seront définies par les ministères compétents (MINEFID, MDNAC, ministères concernés).

Annexe 6 : Liste des ministères du PUS-BF

1. Ministère des ressources animales et halieutiques
2. Ministère des sports et loisirs et loisirs
3. Ministère des infrastructures
4. Ministère de l'économie, des finances et du développement
5. Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation
6. Ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille
7. Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation
8. Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat
9. Ministère de l'eau et de l'assainissement
10. Ministère de la sécurité
11. Ministère de la défense nationale et des anciens combattants
12. Ministère de l'agriculture et des aménagements hydrauliques
13. Ministère de la santé
14. Ministère des enseignements secondaires, de la recherche scientifique et de l'innovation
15. Ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle
16. Ministère de l'énergie
17. Ministère de l'habitat et de l'urbanisme
18. Ministère de développement de l'économie numérique et des postes.
19. Ministère de la communication
20. Ministère de la justice et de la promotion des droits humains



Source: BNDT 2012 / IGB

Réalisateur: DGDT/DGOT, mai 2017